A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:*Article unique*

Si, par suite de l'application du règlement n° 14/64/CEE du Conseil, les importations en république fédérale d'Allemagne de bovins en provenance du Danemark cessent au cours de la période du 1^{er} septembre au 30 novembre, la

république fédérale d'Allemagne est autorisée à prendre des mesures d'intervention en vue de permettre l'importation de 16.000 têtes de bovins en provenance du Danemark au cours de la période en cause, pendant les années 1964 et 1965.

Ces mesures ne peuvent avoir pour effet de ramener le prix du produit importé au-dessous du prix résultant de l'application du règlement n° 14/64/CEE du Conseil.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 5 février 1964.

Par le Conseil

Le président

H. FAYAT

RÈGLEMENT N° 16/64/CEE DU CONSEIL

du 5 février 1964

portant établissement graduel d'une organisation du marché du riz

LE CONSEIL DE LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne et notamment ses articles 42 et 43,

vu la proposition de la Commission,

vu l'avis de l'Assemblée ⁽¹⁾,

considérant que le fonctionnement et le développement du marché commun pour les produits agricoles doivent s'accompagner de l'établissement d'une politique agricole commune et que celle-ci doit notamment comporter une organisation commune des marchés agricoles, établie par produit ;

considérant que la production de riz a une importance particulière dans l'économie agricole de certains États membres ;

considérant que certains produits à base de riz dont le régime était défini par le règlement n° 19 du Conseil portant établissement graduel d'une organisation commune des marchés dans le secteur des céréales ⁽²⁾, sont dans un rapport économique étroit avec cette matière première et doivent suivre en conséquence le régime de celle-ci ;

considérant que les échanges de produits agricoles entre les États membres sont contrariés par une série d'obstacles, à savoir, les droits de douane, les taxes d'effet équivalent, les contingents et autres restrictions quantitatives dont la suppression progressive au cours de la période de transition serait effectuée, à défaut d'une action harmonisatrice des institutions de la Communauté, selon des modalités et des rythmes différents ; que, par contre, une me-

⁽¹⁾ *Journal officiel des Communautés européennes* n° 64 du 25 juillet 1962, p. 1780/62.

⁽²⁾ *Journal officiel des Communautés européennes* n° 30 du 20 avril 1962, p. 933/62.

sure uniforme à la frontière permet, dans le domaine des échanges intracommunautaires, de réaliser un désarmement progressif de façon parallèle dans tous les États membres à un rythme adapté à l'établissement graduel de la politique agricole commune ;

considérant qu'une telle mesure uniforme à la frontière, remplaçant l'ensemble des différentes mesures nationales, doit, d'une part, assurer un soutien adéquat des marchés agricoles des États membres producteurs pendant la période de transition et, d'autre part, permettre d'aboutir progressivement au marché unique, en rendant possible le développement d'une libre circulation des marchandises à l'intérieur de la Communauté ;

considérant que ces effets peuvent être obtenus au moyen d'un régime de prélèvements intracommunautaires correspondant à la différence entre les prix pratiqués respectivement dans l'État membre exportateur et dans l'État membre importateur, de manière à empêcher sur le marché d'un pays où les prix sont plus élevés, des perturbations éventuelles résultant d'importations en provenance d'un pays où les prix sont plus bas ;

considérant que la substitution de prélèvements intracommunautaires à d'autres mesures destinées, en vertu du traité, à disparaître pendant la période de transition, serait contraire au principe de l'établissement progressif du marché commun si la réduction progressive de ces prélèvements n'était en même temps prévue ;

considérant qu'en ce qui concerne le riz paddy, le riz décortiqué et les brisures de riz cette réduction progressive des prélèvements est fonction du rapprochement des prix ; que, par contre, en ce qui concerne le riz usiné et les produits transformés à base de riz, il convient de diviser le prélèvement en un élément égal à l'incidence de la différence des prix de la matière première transformée et en un élément de protection de l'industrie de transformation, ainsi que de prévoir la réduction progressive et automatique de ce deuxième élément ;

considérant que la situation existant dans les États membres producteurs justifie le remplacement de toutes les mesures de protection anciennes par une mesure de protection nouvelle, destinée à disparaître ; que, par contre, il n'en est pas de même dans les États membres non producteurs, du fait que peu d'obstacles ont jusqu'à présent entravé les échanges de riz et de brisures et qu'il est possible par conséquent, sous certaines réserves, d'instituer dès maintenant un marché unique pour ces produits ;

considérant que le régime à instaurer doit permettre de maintenir en faveur des États membres la préférence qui découle de l'appli-

cation du traité ; que cette nécessité peut être satisfaite par l'établissement sur les importations en provenance des pays tiers, en remplacement de toutes autres mesures de protection à la frontière, de prélèvements correspondant à la différence entre d'une part les prix pratiqués dans l'État membre producteur importateur ou sur le marché de l'ensemble des États membres non producteurs et d'autre part les prix du marché mondial, ainsi que par un abattement forfaitaire du prélèvement intracommunautaire, fixé de manière à permettre le développement graduel des échanges de riz produit dans la Communauté ;

considérant que le fonctionnement du régime des prélèvements exige que les dispositions du traité permettant d'apprécier les aides et de poursuivre celles qui sont incompatibles avec le marché commun soient étendues aux aides ayant pour effet de fausser les mécanismes de ce régime ; que, dans le cas d'exportations de riz d'un État membre producteur ayant un prix plus élevé à destination de l'autre État membre producteur ou des États membres non producteurs, il convient de permettre l'octroi, sous certaines conditions, d'une restitution rendant possible l'exportation ; que dans les échanges intracommunautaires de brisures une restitution peut également être prévue sous certaines conditions ;

considérant que, afin de maintenir la possibilité d'utiliser les brisures de riz pour certaines transformations particulières et d'assurer des prix compétitifs pour les produits résultant de ces transformations, il est opportun de prévoir que les brisures de riz utilisées par l'industrie fabriquant l'amidon de riz et par celle fabriquant le « Quellmehl » pourront être mises à la disposition de celles-ci, au moyen d'une restitution à la production, à un prix inférieur à celui qui résulterait de l'application du régime des prélèvements ;

considérant que la pratique du trafic de perfectionnement, ayant pour effet que le commerce entre les États membres de produits transformés dans la fabrication desquels sont entrés des produits de base importés s'effectuent sur la base des prix mondiaux pour les matières premières, est incompatible avec l'application du régime des prélèvements ;

considérant que pour assurer aux producteurs de la Communauté le maintien des garanties nécessaires en ce qui concerne leur emploi et leur niveau de vie, il convient de fixer annuellement dans chaque État membre producteur des prix indicatifs destinés à orienter la production ;

considérant que pour donner aux producteurs la garantie que le prix de marché du riz paddy se maintiendra à tout moment à un ni-

veau s'établissant dans une relation normale avec le prix indicatif, il convient de fixer par rapport à celui-ci un prix d'intervention qui doit commander l'action des organismes compétents des États membres producteurs ;

considérant que la liaison entre le régime des prélèvements et ce régime de prix peut être convenablement assurée par la détermination du prix de seuil de l'État membre importateur producteur ; qu'en effet, les prélèvements intracommunautaires et envers les pays tiers seront fixés sur la base de ce prix de façon que le prix de vente du riz importé, sous ses diverses formes, permette d'atteindre les prix indicatifs mentionnés ci-dessus ;

considérant que pour établir un marché unique à la fin de la période de transition, il convient d'une part de rapprocher progressivement entre eux les prix de seuil des États membres producteurs et le prix de seuil fixé pour l'ensemble des États membres non producteurs et d'autre part de rapprocher en même temps les prix indicatifs des États membres producteurs ; qu'il convient dès lors que l'écart existant entre le prix de seuil de chacun des États membres producteurs et le prix de seuil des États membres non producteurs ne soit pas augmenté ; qu'à cette fin, il est nécessaire de fixer pour les États membres producteurs une limite supérieure et une limite inférieure du prix indicatif dérivé valable dans le centre de commercialisation de la zone la plus excédentaire ;

considérant que pour faciliter la mise en œuvre des dispositions envisagées, il convient de prévoir une procédure instaurant une coopération étroite entre les États membres et la Commission ; que celle-ci peut être assurée de façon appropriée au sein du Comité de gestion des céréales ;

considérant que l'organisation commune du marché du riz doit tenir compte parallèlement et de manière appropriée des objectifs prévus aux articles 39 et 110 du traité ;

considérant qu'il est nécessaire que l'organisation commune du marché du riz soit complètement établie à l'issue de la période de transition ; qu'à cette fin il convient de prévoir dès maintenant certains éléments à retenir lors de l'établissement du marché unique,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

1. En vue d'assurer le développement progressif du marché commun et de la politique agricole commune, il est établi graduellement

dans le secteur du riz une organisation commune des marchés comportant un régime de prix et un régime de prélèvements applicables aux échanges entre les États membres ainsi qu'entre les États membres et les pays tiers pour les produits suivants :

Numéro du tarif douanier commun	Désignation des marchandises
a) ex 10.06 A	Riz en paille
ex 10.06 A	Riz en grains non pelés
10.06 B	Riz en grains entiers pelés, même polis ou glacés
b) 10.06 C	Riz en brisures
c) 11.01 D	Farine de riz
ex 11.02 A III b	Gruaux et semoules de riz
11.08 A III	Amidon de riz

2. Au sens du présent règlement sont dénommés :

Riz : les produits visés au paragraphe 1 partie a) ;

Riz paddy : le riz en paille, à savoir le riz dont les grains sont encore revêtus de leur balle florale ;

Riz décortiqué : le riz en grains non pelés, à savoir le riz en grains dont les balles florales ont été éliminées et qui n'a pas subi de traitement mécanique destiné à enlever une partie ou la totalité du péricarpe. Sont notamment compris sous cette dénomination les riz désignés sous les appellations commerciales de « riz brun », « riz cargo », « riz loonzain » et « riso sbramato » ;

Riz usiné : le riz en grains entiers pelés, à savoir le riz décortiqué dont une partie ou la totalité du péricarpe a été éliminée, même polis ou glacés ;

Brisures : le riz en brisures.

3. Au sens du présent règlement est dénommé État membre producteur, l'État membre qui a une production de riz paddy faisant l'objet d'une commercialisation.

Titre I: Régime des prélèvements

Article 2

1. Lors de l'importation de riz décortiqué et de brisures, il est prélevé un montant égal à la différence entre le prix de seuil de l'État membre importateur, fixé conformément aux dispositions de l'article 3, et

— le prix C.A.F. du produit, déterminé conformément aux dispositions de l'article 4, si le produit est importé en provenance des pays tiers, ou

— le prix franco frontière du produit en provenance de l'État membre exportateur, fixé conformément aux dispositions de l'article 5, si le produit est importé en provenance d'un État membre; en ce cas, cette différence est diminuée d'un montant forfaitaire fixé conformément aux dispositions de l'article 6 si le produit provient d'un riz récolté dans l'État membre exportateur.

2. Lors de l'importation de riz paddy en provenance des États membres ou des pays tiers, il est perçu un prélèvement égal respectivement au prélèvement intracommunautaire ou au prélèvement envers les pays tiers applicable au riz décortiqué, ajusté selon un barème de conversion déterminé conformément aux dispositions de l'article 7 sous c).

3. Lors de l'importation de riz usiné en provenance des États membres ou des pays tiers, il est perçu un prélèvement composé de deux éléments :

— un élément mobile égal au prélèvement applicable au riz décortiqué, non diminué du montant forfaitaire et ajusté selon un barème de conversion déterminé conformément aux dispositions de l'article 7 sous c);

— un élément fixe égal, par 100 kilogrammes, à 0,55 unité de compte si le produit est importé en provenance des pays tiers ou à neuf quinzièmes de ce montant si le produit est importé en provenance d'un autre État membre.

4. Pour le calcul du prélèvement applicable au riz décortiqué, au riz paddy et aux brisures et de l'élément mobile du prélèvement applicable au riz usiné, les marchés des États membres non producteurs sont considérés comme un marché unique.

Toutefois, lors de l'importation dans un État membre, en provenance d'un autre État membre, de riz paddy, de riz décortiqué ou de brisures, originaires de pays tiers et réexportés en l'état, il est perçu un prélèvement égal au prélè-

vement applicable envers les pays tiers le jour de cette importation.

5. Lors de l'importation des produits visés à l'article premier paragraphe 1 partie c) en provenance des États membres ou de pays tiers, il est perçu un prélèvement composé d'un élément mobile correspondant au montant du prélèvement applicable à la quantité de produit de base nécessaire à la production du produit transformé, et d'un élément fixe destiné à assurer la protection de l'industrie de transformation.

Sur proposition de la Commission, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, arrête, pour chacun des produits en cause, les modalités d'application de l'alinéa ci-dessus.

Toutefois, dans le cas où les offres effectives en provenance des pays tiers ne correspondent pas au prix résultant du prix des produits de base entrant dans leur composition, majoré des coûts de transformation, il peut être ajouté au prélèvement un montant additionnel fixé selon la procédure prévue à l'article 23.

6. Les prélèvements intracommunautaires, calculés conformément aux dispositions du présent article, sont réduits progressivement en fonction du rapprochement des prix du riz décidé par le Conseil conformément aux dispositions de l'article 20. Toutefois, l'élément fixe du prélèvement visé aux paragraphes 3 et 5 est réduit chaque année à partir du 1^{er} juillet 1965 de deux quinzièmes du montant appliqué le 1^{er} juillet 1964 envers les pays tiers.

Article 3

1. Il est fixé un prix de seuil pour le riz décortiqué et un prix de seuil pour les brisures. Ces prix de seuil entrent en vigueur le 1^{er} septembre de chaque année et pour la première fois le 1^{er} juillet 1964. Sous réserve des dispositions de l'article 6 paragraphe 2 et de l'article 17 paragraphe 3, ils ne peuvent être modifiés pendant la campagne de commercialisation.

2. Le prix de seuil du riz décortiqué est déterminé pour un riz à grains ronds (commun) d'un standard de qualité identique pour tous les États membres.

a) Dans chaque État membre producteur, le prix de seuil est fixé de façon que, sur le marché du centre de commercialisation de la zone la plus déficitaire, le prix de vente du produit importé se situe, compte tenu du montant forfaitaire prévu à l'article 6, au niveau du prix indicatif de base prévu à l'article 17.

Les États membres producteurs fixent le prix de seuil chaque année avant le 1^{er} juin pour la

campagne de commercialisation débutant le 1^{er} septembre suivant, et pour la première fois avant le 15 mai 1964. Ils le communiquent à la Commission dès sa fixation. S'il n'a pas été fixé dans les conditions prévues ci-dessus, il est révisé dans le délai d'un mois selon la procédure prévue à l'article 23.

b) Dans les États membres non producteurs, le prix de seuil est un prix de seuil commun qui est fixé par le Conseil, conformément aux dispositions de l'article 19 pour la période du 1^{er} juillet 1964 au 31 août 1965 et à celles de l'article 20 pour les campagnes de commercialisation postérieures à cette période.

3. Le prix de seuil des brisures est égal au prix de seuil du riz décortiqué diminué d'un certain pourcentage.

a) Dans chaque État membre producteur, le prix de seuil est fixé de la façon suivante : le pourcentage dont est diminué le prix de seuil du riz décortiqué est, pour la période du 1^{er} juillet 1964 au 31 août 1965, le pourcentage dont le prix moyen des brisures a été inférieur, dans l'État membre intéressé, au prix moyen du riz décortiqué au cours de la période du 1^{er} janvier 1959 au 31 décembre 1962 ; pour la campagne de commercialisation débutant le 1^{er} septembre 1965 et pour les campagnes suivantes, le pourcentage est fixé par le Conseil conformément aux dispositions de l'article 20.

Les États membres producteurs fixent le prix de seuil chaque année avant le 1^{er} juin pour la campagne de commercialisation débutant le 1^{er} septembre suivant, et pour la première fois avant le 15 mai 1964. Ils le communiquent à la Commission dès sa fixation. S'il n'a pas été fixé dans les conditions prévues ci-dessus, il est révisé dans le délai d'un mois selon la procédure prévue à l'article 23.

b) Dans les États membres non producteurs, le prix de seuil est un prix de seuil commun qui est fixé par le Conseil, conformément aux dispositions de l'article 19 pour la période du 1^{er} juillet 1964 au 31 août 1965 et à celles de l'article 20 pour les campagnes de commercialisation postérieures à cette période.

Article 4

1. Le prix C.A.F. du riz décortiqué est établi pour un riz à grains ronds (commun) sur la base des possibilités d'achat les plus favorables sur le marché mondial tant pour le riz décortiqué que pour le riz paddy et le riz usiné ; les cours de ces produits sont ajustés en fonction des différences de qualité par rapport au standard de qualité pour lequel le prix de seuil est fixé et, en outre, en ce qui concerne le riz paddy et le

riz usiné, en fonction du barème de conversion, des frais d'usinage et de la valeur des sous-produits.

Le prix C.A.F. des brisures est établi sur la base des possibilités d'achat les plus favorables sur le marché mondial.

Dans la détermination des possibilités d'achat les plus favorables, il n'est tenu compte que des offres répondant à des normes précises de qualité et correspondant à des possibilités d'achat réelles pour des quantités représentatives du marché. Les cours sont déterminés, en ce qui concerne les États membres non producteurs, pour un produit rendu dans un port mer du Nord et, en ce qui concerne les États membres producteurs, pour un produit rendu dans un port choisi par chacun de ceux-ci.

2. Dans le cas où les libres cotations sur le marché mondial retenues pour l'établissement du prix C.A.F. ne sont pas déterminantes pour le prix d'offre, le prix C.A.F. est remplacé, uniquement pour les importations en cause, par un prix déterminé en fonction du prix d'offre, si le prix ainsi déterminé est inférieur au prix établi conformément aux dispositions du paragraphe 1.

3. La Commission détermine les prix visés au présent article. Les critères à appliquer pour cette détermination, ainsi que les modalités d'application du présent article, sont arrêtés selon la procédure prévue à l'article 23.

Article 5

1. Le prix du riz décortiqué en provenance de l'État membre exportateur rendu franco frontière de l'État membre producteur importateur ou de l'ensemble des États membres non producteurs est déterminé pour un riz à grains ronds (commun), sur la base des prix les plus favorables pour l'État membre importateur à partir des prix pratiqués tant pour le riz décortiqué que pour le riz paddy et le riz usiné sur les marchés les plus représentatifs de l'État membre exportateur producteur ou de l'ensemble des États membres non producteurs, compte tenu des frais de transport et de commercialisation. Ces prix sont ajustés en fonction des différences de qualité par rapport au standard de qualité pour lequel le prix de seuil est fixé et, en outre, en ce qui concerne le riz paddy et le riz usiné, en fonction du barème de conversion, des frais d'usinage et de la valeur des sous-produits.

2. Le prix franco frontière des brisures est déterminé sur la base des prix les plus favorables pour l'État membre importateur à partir des prix pratiqués sur les marchés les plus repré-

sentatifs de l'État membre exportateur producteur ou de l'ensemble des États membres non producteurs, compte tenu des frais de transport et de commercialisation.

3. Si les cotations sur les marchés sont insuffisantes pour permettre la détermination des prix franco frontière, ceux-ci sont déterminés, compte tenu des frais de transport et de commercialisation calculés de façon forfaitaire :

— pour les brisures, sur la base du prix de seuil de l'État membre producteur exportateur ou du prix de seuil commun,

— pour le riz dans les États membres non producteurs, sur la base du prix de seuil commun,

— pour le riz dans chaque État membre producteur, sur la base du prix indicatif valable dans le centre de commercialisation de la zone la plus excédentaire.

4. La Commission détermine les prix visés au présent article. Les critères à appliquer pour cette détermination sont fixés selon la procédure prévue à l'article 23.

Article 6

1. Les montants forfaitaires visés aux articles 2 et 15 sont fixés de façon que les échanges entre les États membres se développent d'une manière graduelle et régulière jusqu'à l'établissement du marché unique, compte tenu des disponibilités sur les marchés des États membres en riz et en brisures de leur propre production ou en provenance des autres États membres.

Ils sont déterminés annuellement suivant la procédure prévue à l'article 23 selon les critères arrêtés par le Conseil statuant, sur proposition de la Commission, à l'unanimité au cours de la deuxième étape et à la majorité qualifiée par la suite. Ils sont publiés avant le début de la campagne de commercialisation.

2. Si au cours de la campagne de commercialisation, les échanges intracommunautaires ne se développent pas de la façon prévue au paragraphe 1, les montants forfaitaires prévus audit paragraphe sont révisés selon la procédure prévue à l'article 23. En ce cas, une nouvelle fixation du prix de seuil intervient dans les États membres producteurs, selon la procédure prévue à l'article 3.

Article 7

Sont déterminés selon la procédure prévue à l'article 23 :

a) Le standard de qualité du riz à grains ronds (commun) décortiqué, identique pour tous les États membres, pour lequel est fixé le prix de seuil ;

b) Les coefficients d'équivalence permettant les ajustements prévus à l'article 4 paragraphe 1, à l'article 5 paragraphe 1 et à l'article 18 paragraphe 2 en fonction des différences effectives de qualité du riz à grains ronds (commun) ainsi que des différences effectives de qualité entre le riz à grains ronds (commun) et les autres types de riz, ou si l'appréciation de ces différences n'est pas possible, en fonction des écarts entre les prix qui se sont librement formés sur le marché mondial ou dans les États membres au cours d'une certaine période de référence ;

c) Le barème de conversion fixant les taux de conversion entre le riz décortiqué et d'une part le riz usiné aux stades de transformation prévus dans ce barème, d'autre part le riz paddy ; ces taux sont déterminés sur la base des éléments suivants :

— la quantité de riz décortiqué correspondant, pour le riz à grains ronds (commun), à une unité du produit considéré,

— les différences de rendement à l'usinage des différentes variétés de riz ;

d) Les frais d'usinage et la valeur des sous-produits à prendre en considération pour l'application des dispositions de l'article 4 paragraphe 1, de l'article 5 paragraphe 1, de l'article 18 paragraphe 1 et de l'article 19 alinéa a).

Article 8

1. Les montants des prélèvements intracommunautaires et des prélèvements envers les pays tiers sont calculés par les États membres conformément aux dispositions de l'article 2. Ils sont communiqués immédiatement à la Commission.

2. Ces montants sont modifiés par les États membres en fonction des variations des éléments ayant servi à les établir. Les critères de modification des prélèvements et les modalités d'application y afférentes sont arrêtés selon la procédure prévue à l'article 23.

Les modifications des montants des prélèvements sont communiquées immédiatement à la Commission.

3. Les prélèvements sont perçus par l'État membre importateur et leur produit est attribué à celui-ci.

Article 9

Les dispositions nécessaires en vue d'éviter les détournements de trafic qui pourraient résulter de la différence des niveaux des prélèvements entre les États membres ou entre les États membres et les pays tiers sont arrêtées selon la procédure prévue à l'article 23.

Article 10

1. Toute importation ainsi que toute exportation des produits visés à l'article premier paragraphe 1, est soumise à la présentation d'un certificat d'importation ou d'exportation délivré par l'État membre sur demande de l'intéressé. Les États membres font connaître régulièrement à la Commission les quantités correspondant aux certificats délivrés.

2. Le certificat d'importation pour le riz et les brisures est valable à partir de la date de sa délivrance et jusqu'à expiration du troisième mois suivant celui au cours duquel il a été délivré.

Toutefois, en ce qui concerne les importations en provenance des pays tiers, ce certificat est valable jusqu'à l'expiration du quatrième mois suivant celui au cours duquel il a été délivré :

— lorsque l'éloignement ou les conditions qui influencent les opérations de chargement entraînent des délais de transport compromettant la réalisation des importations dans le délai visé à l'alinéa ci-dessus,

— ou lorsqu'il s'agit de lots d'une quantité égale ou inférieure à 500 tonnes, en provenance des pays tiers éloignés.

3. Le certificat d'exportation pour le riz et les brisures est valable à partir de la date de sa délivrance et jusqu'à expiration du cinquième mois suivant celui au cours duquel il a été délivré.

4. La délivrance de tout certificat est subordonnée à la constitution d'une caution qui reste acquise au cas où l'importation ou l'exportation correspondante n'a pas été réalisée pendant la durée de validité du certificat.

5. Les modalités d'application du présent article, notamment en ce qui concerne la durée de validité du certificat d'importation et du certificat d'exportation pour les produits visés à l'article premier paragraphe 1 partie c) ainsi qu'en ce qui concerne, en cas de force majeure, les dispositions relatives à la durée de validité des certificats et à la caution, sont arrêtées selon la procédure prévue à l'article 23.

Article 11

1. Le montant du prélèvement intracommunautaire ou envers les pays tiers qui doit être perçu est celui qui est applicable au jour de l'importation.

2. Toutefois, en ce qui concerne les importations de riz et de brisures, le prélèvement applicable au jour du dépôt de la demande de certificat, ajusté en fonction du prix de seuil qui sera en vigueur au moment de l'importation, est appliqué, sur requête à présenter par l'intéressé lors de la demande de certificat, pour une importation à réaliser dans le délai indiqué lors de la demande. En ce cas, la durée de validité du certificat est limitée à ce délai, et en outre, si le produit est importé en provenance des pays tiers, une prime fixée en même temps que le prélèvement s'ajoute à celui-ci.

3. Le Conseil statuant, sur proposition de la Commission, à l'unanimité au cours de la deuxième étape et à la majorité qualifiée par la suite, arrête les modalités d'application du présent article, et notamment les critères en vue de la fixation du barème des primes ainsi que les mesures à appliquer au cas où interviendraient des circonstances exceptionnelles.

Le Conseil peut, suivant la même procédure, décider que la fixation à l'avance du prélèvement peut s'étendre aux produits visés à l'article premier paragraphe 1 partie c). Il arrête en ce cas les modalités d'application nécessaires.

Le barème des primes est arrêté par la Commission.

Article 12

1. Dans les échanges entre les États membres et avec les pays tiers, tant à l'importation qu'à l'exportation, sont incompatibles avec l'application du régime des prélèvements :

— la perception de tout droit de douane ou taxe d'effet équivalent,

— l'application de toute restriction quantitative ou mesure d'effet équivalent,

— le recours à l'article 44 du traité.

Est considérée comme mesure d'effet équivalent à une restriction quantitative, entre autres, la limitation à une catégorie déterminée d'ayants droit de l'octroi de certificats d'importation ou d'exportation.

2. Sous réserve des dispositions de l'article 15, est incompatible avec l'application du régime des prélèvements intracommunautaires l'exportation à partir d'un État membre vers un autre

État membre de produits visés à l'article premier paragraphe 1 :

a) Qui n'ont pas été soumis aux prélèvements qui leur étaient applicables dans l'État membre exportateur ou qui ont bénéficié d'une ristourne totale ou partielle de ces prélèvements ; ou,

b) Dans la fabrication desquels sont entrés, lors de cette fabrication ou à un stade antérieur d'élaboration, des produits visés à l'article premier paragraphe 1 qui n'ont pas été soumis aux prélèvements qui leur étaient applicables dans l'État membre exportateur ou qui ont bénéficié d'une ristourne totale ou partielle de ces prélèvements.

3. Sur proposition de la Commission, le Conseil, statuant à l'unanimité au cours de la deuxième étape et à la majorité qualifiée par la suite, peut décider des dérogations à la suppression des restrictions quantitatives et mesures d'effet équivalent dans les échanges avec les pays tiers.

Article 13

Dès l'application du régime des prélèvements, et sous réserve des dispositions contraires du présent règlement, les articles 92, 93 et 94 du traité sont applicables à la production et au commerce des produits visés à l'article premier paragraphe 1.

Article 14

Il est institué un système de restitution à la production pour les brisures utilisées par l'amidonnerie et par l'industrie fabriquant le « Quellmehl », farine dont l'amidon a été soumis à un traitement par la chaleur ou par tout autre procédé ayant pour effet d'en accroître le pouvoir de gonflement.

Sur proposition de la Commission, le Conseil, statuant à l'unanimité au cours de la deuxième étape et à la majorité qualifiée par la suite, arrête les modalités d'application du présent article.

Article 15

1. Si le prix franco frontière du riz décortiqué en provenance de l'État membre producteur exportateur, déterminé conformément aux dispositions de l'article 5, est plus élevé que le prix de seuil de l'autre État membre producteur ou que le prix de seuil commun applicable dans les États membres non producteurs, l'État membre producteur exportateur peut accorder une restitution à l'exportation du riz.

Si un État membre accorde une restitution à l'exportation de riz usiné, il accorde également une restitution à l'exportation de riz décortiqué et de riz paddy ; s'il accorde une restitution à l'exportation de riz décortiqué il accorde également une restitution à l'exportation de riz paddy.

a) Le montant maximum des restitutions pour le riz décortiqué est fixé comme suit :

— pour une exportation d'un État membre producteur vers un État membre non producteur, le montant de la restitution est au plus égal à la différence entre le prix franco frontière du produit en provenance de l'État membre exportateur et le prix de seuil de l'État membre importateur, augmentée du montant forfaitaire fixé conformément aux dispositions de l'article 6 si le produit provient d'un riz récolté dans l'État membre exportateur ;

— pour une exportation d'un État membre producteur vers l'autre État membre producteur, le montant de la restitution est au plus égal à celui prévu pour les exportations vers les pays tiers.

b) Le montant de la restitution pour le riz paddy est égal au montant effectivement accordé à l'exportation de riz décortiqué, conformément, selon le cas, aux dispositions du premier tiret ou du deuxième tiret de l'alinéa a), ajusté selon le barème de conversion déterminé conformément aux dispositions de l'article 7 sous c).

c) Le montant de la restitution pour le riz usiné est au plus égal au montant effectivement accordé à l'exportation de riz décortiqué, conformément, selon le cas, aux dispositions du premier tiret ou du deuxième tiret de l'alinéa a), ajusté selon le barème de conversion déterminé conformément aux dispositions de l'article 7 sous c). Dans ce dernier cas, le montant forfaitaire n'est pas ajouté au montant de la restitution visée au premier tiret de l'alinéa a).

d) Lorsqu'un État membre, conformément aux dispositions de l'alinéa a), deuxième tiret et de l'alinéa c), est autorisé à accorder une restitution dont le montant est au plus égal à celui prévu pour les exportations vers les pays tiers, l'État membre importateur perçoit :

— dans le premier cas le montant du prélèvement envers les pays tiers, diminué du montant forfaitaire fixé conformément aux dispositions de l'article 6 si le produit provient d'un riz récolté dans l'État membre exportateur,

— dans le deuxième cas l'élément mobile applicable envers les pays tiers majoré de l'élément fixe applicable dans les échanges intra-communautaires.

2. L'État membre qui est en droit d'appliquer un prélèvement lors de l'importation de brisures

en provenance d'un autre État membre peut, à l'occasion d'exportations à destination de celui-ci, restituer un montant égal à la restitution accordée pour les exportations vers les pays tiers. En ce cas, l'État membre importateur perçoit le montant du prélèvement envers les pays tiers, diminué du montant forfaitaire fixé conformément aux dispositions de l'article 6 si le produit provient d'un riz récolté dans l'État membre exportateur.

3. Lors de l'exportation, par un État membre non producteur, vers un autre État membre non producteur, de riz paddy, de riz décortiqué ou de brisures, originaires de pays tiers et réexportés en l'état, il peut être accordé une restitution au plus égale au prélèvement applicable envers les pays tiers le jour de cette exportation.

4. Les conditions de fixation de la restitution à accorder dans les échanges intracommunautaires des produits visés à l'article premier paragraphe 1 partie c) sont arrêtées, sur proposition de la Commission, par le Conseil statuant à la majorité qualifiée.

5. Afin de permettre l'exportation vers les pays tiers des produits visés à l'article premier paragraphe 1 sur la base des cours pratiqués sur le marché mondial, la différence entre ces cours et le prix dans l'État membre exportateur peut être couverte par une restitution dans les conditions arrêtées selon la procédure prévue à l'article 23.

6. Les modalités d'application du présent article, et notamment les conditions dans lesquelles les restitutions peuvent être fixées à l'avance, sont arrêtées selon la procédure prévue à l'article 23.

Article 16

1. Si, par suite de l'application des mesures relatives à l'établissement graduel d'une organisation commune du marché du riz, ce marché subit ou est menacé de subir dans un ou plusieurs États membres producteurs, du fait des importations, des perturbations graves susceptibles de mettre en péril les objectifs définis à l'article 39 du traité, le ou les États membres intéressés peuvent, durant la période de transition, prendre les mesures de sauvegarde nécessaires concernant l'importation des produits en cause.

2. Le ou les États membres intéressés sont tenus de notifier ces mesures aux États membres et à la Commission au plus tard lors de leur entrée en vigueur.

Le ou les États membres qui appliquent ces mesures prennent les dispositions nécessaires

afin que les marchandises en cours de transport n'en soient pas affectées; dans le cas de fermeture de la frontière, le délai de route ne devra pas être inférieur à trois jours. Les États membres en cause doivent être prêts à entamer immédiatement des négociations pour rechercher des arrangements provisoires, afin d'empêcher que les exportateurs ne subissent des dommages excessifs ou pouvant être évités. Ces arrangements sont notifiés sans délai aux autres États membres et à la Commission.

Sur la base des dispositions du paragraphe 1 et avec le souci de ne pas augmenter la protection entre États membres, la Commission, après consultation des États membres dans le cadre du Comité de gestion visé à l'article 23, décide, par une procédure d'urgence et dans un délai maximum de quatre jours ouvrables à compter de la notification visée au premier alinéa, si les mesures doivent être maintenues, modifiées ou supprimées. La Commission peut également décider des mesures à appliquer par les autres États membres.

La décision de la Commission est notifiée à tous les États membres. Elle est immédiatement exécutoire.

3. Tout État membre peut déférer au Conseil la décision de la Commission dans un délai maximum de trois jours ouvrables à compter de sa notification. Le Conseil se réunit sans délai. Il peut, sur la base des dispositions du paragraphe 1, et avec le souci de ne pas augmenter la protection entre États membres, modifier ou annuler, à la majorité qualifiée, la décision prise par la Commission.

Dans le cas où le Conseil est saisi par l'État membre qui a pris les mesures visées au paragraphe 1, la décision de la Commission est suspendue. Cette suspension prend fin dix jours après que le Conseil a été saisi si celui-ci n'a pas encore modifié ou annulé la décision de la Commission.

4. Toute mesure de sauvegarde affectant les échanges entre les États membres est appliquée au plus tard simultanément aux relations avec les pays tiers, en respectant le principe de la préférence communautaire.

5. Après l'expiration de la période de transition, au cas où dans la Communauté les marchés des produits visés à l'article premier paragraphe 1 subiraient ou seraient menacés de subir de graves perturbations du fait des importations en provenance des pays tiers, notamment lorsque les organismes d'intervention seraient amenés à pratiquer de façon substantielle des achats sur le marché du riz paddy, la délivrance des certificats d'importation envers les pays tiers peut

être suspendue sous réserve de dérogations éventuelles pour certaines destinations particulières jusqu'à ce que la perturbation ou la menace de perturbation ait disparu.

Les conditions d'application du présent paragraphe seront déterminées, sur proposition de la Commission, par le Conseil statuant selon la procédure de vote de l'article 43 du traité.

Titre II: Régime des prix

Article 17

1. Les États membres producteurs fixent annuellement pour le riz décortiqué, dans le cadre des décisions du Conseil en matière de fixation des prix, un prix indicatif de base, au stade d'achat du commerce de gros, valable dans le centre de commercialisation de la zone la plus déficitaire. Ce prix est fixé pour un riz à grains ronds (commun), d'un standard de qualité identique à celui pour lequel est fixé le prix de seuil. Il est arrêté chaque année avant le 1^{er} septembre et entre en vigueur le 1^{er} septembre de l'année suivante ; toutefois, il est arrêté pour la première fois de manière à pouvoir entrer en vigueur le 1^{er} juillet 1964 ; pour la campagne de commercialisation débutant le 1^{er} septembre 1965, il est arrêté avant le 1^{er} mai 1965. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, il ne peut être modifié durant la campagne de commercialisation.

2. Les États membres producteurs déterminent, à partir du prix indicatif de base, des prix indicatifs dérivés valables dans les centres de commercialisation importants des zones de production, en fonction des différences de prix dues aux conditions naturelles de formation des prix.

3. Les États membres producteurs établissent, pour une période de 8 mois consécutifs de chaque campagne, un échelonnement mensuel des prix indicatifs tenant compte des frais de stockage et d'intérêt, la première majoration ayant lieu le 1^{er} décembre.

4. Les modalités d'application du présent article, notamment en ce qui concerne le montant des majorations mensuelles, sont arrêtées selon la procédure prévue à l'article 23.

Article 18

1. Afin de garantir aux producteurs la réalisation de leurs ventes à un prix s'établissant dans une relation normale par rapport au prix indicatif, compte tenu des variations du marché,

les États membres producteurs fixent annuellement, avant le début de la campagne de commercialisation, un prix d'intervention pour le riz paddy dans tous les centres de commercialisation dans lesquels un prix indicatif dérivé est fixé. Dans chacun de ces centres de commercialisation le prix d'intervention est déterminé à partir du prix indicatif dérivé correspondant, ajusté en fonction du barème de conversion, des frais d'usinage et de la valeur des sous-produits ; le montant ainsi obtenu est diminué d'un pourcentage fixe déterminé par chaque État membre producteur entre un minimum de 4 % et un maximum de 7 %.

2. Durant toute la campagne de commercialisation, les organismes d'intervention des États membres ont l'obligation d'acheter le riz paddy qui leur est offert ; ils peuvent en outre intervenir sur le marché du riz paddy durant toute la campagne de commercialisation, notamment par des achats, chaque fois que la situation de ce marché l'exige. Ils ne peuvent acheter qu'au prix d'intervention.

Les organismes d'intervention de chaque État membre ne peuvent vendre le riz paddy à l'intérieur de cet État dans des conditions empêchant les prix de se développer dans les centres de commercialisation des zones de production au niveau du prix indicatif dérivé valable dans ces centres. Les prix d'achat et de vente sont ajustés en fonction des différences de qualité par rapport au standard de qualité pour lequel le prix d'intervention est fixé.

3. Les modalités d'application du présent article, notamment en ce qui concerne le standard de qualité du riz paddy à grains ronds (commun) pour lequel le prix d'intervention est fixé, sont arrêtées selon la procédure prévue à l'article 23.

Article 19

Pour la période débutant le 1^{er} juillet 1964, le Conseil, statuant à l'unanimité, sur proposition de la Commission, fixe avant le 1^{er} avril 1964 :

a) Pour les États membres producteurs, une limite supérieure et une limite inférieure du prix indicatif dérivé valable dans le centre de commercialisation de la zone la plus excédentaire ; la limite supérieure est fixée au niveau du prix du riz décortiqué qui correspond après ajustement au prix minimum garanti au producteur, pour un riz paddy, dans l'État membre producteur ayant les prix les plus élevés ; la limite inférieure est fixée au niveau du prix du riz décortiqué qui correspond après ajustement au prix minimum garanti au producteur, pour un riz paddy, dans l'État membre producteur ayant les prix les plus bas ; les ajustements vi-

sés ci-dessus sont effectués en fonction du barème de conversion, des frais d'usinage et de la valeur des sous-produits ; les prix minima garantis au producteur à prendre en considération sont les prix en vigueur au début de la campagne de commercialisation 1963/1964 pour le riz paddy à grains ronds (commun), majorés de 7 % et ajustés par rapport au standard de qualité pour lequel le prix d'intervention est fixé ;

b) Pour les États membres non producteurs, le niveau du prix de seuil commun qui est égal :

— pour le riz décortiqué, au prix qui, constaté sur le marché mondial pour un riz décortiqué à grains ronds (commun) répondant au standard de qualité pour lequel le prix de seuil est fixé, peut être considéré comme le plus représentatif pour la période débutant le 1^{er} juillet 1964, ce prix étant augmenté de 5 % ; il ne peut toutefois être inférieur à 12,50 unités de compte par 100 kilogrammes ;

— pour les brisures, au prix de seuil du riz décortiqué, diminué du pourcentage correspondant à la différence entre le prix moyen des brisures et le prix moyen du riz décortiqué au cours de la période du 1^{er} janvier 1959 au 31 décembre 1962 dans l'ensemble des États membres non producteurs.

Article 20

1. Au cours de la période de transition, les écarts entre les prix de seuil et les écarts entre les prix indicatifs, fixés en vertu du présent règlement, sont graduellement réduits afin de parvenir à un prix de seuil unique et à un prix indicatif unique à l'expiration de la période de transition pour les produits pour lesquels de telles mesures sont prévues dans le présent règlement.

2. Sur proposition de la Commission, le Conseil, statuant à l'unanimité au cours de la deuxième étape et à la majorité qualifiée par la suite, arrête :

a) Avant le 1^{er} avril 1965, les mesures qui doivent être appliquées dans le domaine des prix par les États membres producteurs, pendant la campagne de commercialisation du riz débutant le 1^{er} septembre 1965 et les prix de seuil communs applicables pendant la même période ;

b) Avant le 1^{er} août de chaque année, et pour la première fois avant le 1^{er} août 1965, les mesures qui doivent être appliquées dans le domaine des prix par les États membres producteurs, pen-

dant la campagne de commercialisation du riz, débutant l'année suivante, et les prix de seuil communs applicables pendant la même période.

Titre III: Dispositions générales

Article 21

1. Les États membres prennent toutes mesures en vue d'adapter leurs dispositions législatives, réglementaires et administratives de façon que les dispositions du présent règlement puissent être effectivement appliquées à partir du 1^{er} juillet 1964. Ils suppriment notamment à cette date toute mesure obligeant les producteurs à livrer leur production aux organismes d'intervention.

2. Toutefois, si à la date d'entrée en vigueur du présent règlement, un État membre garantit un prix pour une certaine quantité seulement, il adapte sa réglementation de façon que, sur ce point, les prescriptions du présent règlement soient respectées au plus tard à la fin de la période de transition.

Article 22

1. Sur proposition de la Commission, le Conseil, statuant à l'unanimité au cours de la deuxième étape et à la majorité qualifiée par la suite, peut prendre, pour chacun des produits visés à l'article premier paragraphe 1, des mesures dérogatoires aux dispositions du présent règlement afin de tenir compte des conditions particulières dans lesquelles ces produits pourraient se trouver.

2. Le Conseil, statuant selon la procédure prévue à l'article 43 du traité, adapte le 1^{er} juin 1969 au plus tard les dispositions du présent règlement en vue de parvenir à la fixation :

a) D'un prix indicatif de base du riz décortiqué valable pour toute la Communauté ;

b) D'un prix de seuil unique établi de façon que, sur le marché du centre de commercialisation de la zone la plus déficitaire de la Communauté, le prix de vente du produit importé se situe au niveau du prix indicatif de base ;

c) De prix d'intervention établis à partir des prix indicatifs dérivés convertis en riz paddy et diminués de 4 % ;

d) D'un prix de seuil unique pour les brisures ;

e) D'un prélèvement unique envers les pays tiers.

Article 23

1. Dans les cas où il est fait référence à la procédure définie au présent article, le Comité de gestion des céréales, institué par l'article 25 du règlement n° 19 du Conseil portant établissement graduel d'une organisation commune des marchés dans le secteur des céréales, ci-après dénommé le « Comité », est saisi par son président, soit à l'initiative de celui-ci, soit à la demande du représentant d'un État membre. L'ensemble des dispositions de l'article 25 du règlement visé ci-dessus concernant ce Comité demeurent applicables.

2. Le représentant de la Commission soumet un projet des mesures à prendre. Le Comité émet son avis sur ces mesures dans un délai que le président peut fixer en fonction de l'urgence des questions soumises à examen. Il se prononce à la majorité de douze voix.

3. La Commission arrête des mesures qui sont immédiatement applicables. Toutefois, si elles ne sont pas conformes à l'avis émis par le Comité, ces mesures sont aussitôt communiquées par la Commission au Conseil ; dans ce cas, la Commission peut différer d'un mois au plus à compter de cette communication, l'application des mesures décidées par elle.

Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, peut prendre une décision différente dans le délai d'un mois.

Article 24

Le Comité peut examiner toute autre question évoquée par son président, soit à l'initiative de celui-ci, soit à la demande du représentant d'un État membre.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 5 février 1964.

Article 25

A la fin de la période de transition, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, sur proposition de la Commission, décide, compte tenu de l'expérience acquise, le maintien ou la modification des dispositions de l'article 23.

Article 26

Le règlement n° 25 relatif au financement de la politique agricole commune et les dispositions arrêtées pour la mise en œuvre de ce règlement s'appliquent au marché du riz, à partir de la date de la mise en application du régime des prélèvements institué par le présent règlement.

Article 27

Le présent règlement doit être appliqué de telle sorte qu'il soit tenu compte parallèlement et de manière appropriée des objectifs prévus aux articles 39 et 110 du traité.

Article 28

Le présent règlement entre en vigueur le jour suivant sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Toutefois, la date de la mise en application du régime des prélèvements institué par le présent règlement est fixée au 1^{er} juillet 1964.

Au cas où des dispositions transitoires seraient nécessaires, elles seront arrêtées selon la procédure prévue à l'article 23 et applicables au plus tard jusqu'au 31 août 1965.

Par le Conseil

Le président

H. FAYAT